

# LÉO-PAUL LAUZON, OU LA DÉMESURE DE LA MODÉRATION

## ENTREVUE AVEC LÉO-PAUL LAUZON

Un COLLECTIF

---

Publié dans *Aspects sociologiques*, vol 8, no 1-2, printemps 2001, pp. 34-40.

---

**A. s. Pensez-vous que la théorie de Karl Marx est encore pertinente aujourd'hui analyser la situation économique?**

L. L. Moi, je n'analyse pas la situation économique en me servant des théories. Si vous voulez avoir, comment dire, une lecture de la situation actuelle, marxiste ou autres, je peux vous référer à des spécialistes. Moi, j'y vais selon mon humble lecture, par mon expérience. Remarquez, je suis bien content de ne pas être économiste. Je ne connais pas assez Marx ou Lénine ou Keynes, etc., pour vous faire une analyse selon leur grille.

**A. s. Mais il y a sûrement dans la théorie de Marx des éléments qui vous servent à l'analyse?**

L. L. Non, je viens de vous le dire : on va lâcher l'analyse marxiste, je ne commenterai rien en ce sens. C'est peut-être aussi parce que je suis chatouilleux là-dessus, parce que je connais bien des collègues, je connais bien du monde qui, dans les années 1970, étaient très revendicateurs, qui étaient aux barricades, qui étaient d'allégeance maoïste, ou marxiste ou léniniste, etc., mais où sont-ils à

l'heure actuelle alors que tout est en train de passer au feu, où sont-ils? Et je pourrais vous en présenter, ils demeurent encore mes amis, mais moi je suis tanné des gens, des intellos qui sont d'obédience marxiste, léniniste ou maoïste, etc., qui écrivent encore des livres et qui analysent les *footnotes* de la correspondance interne de Karl Marx. Ça, il y en a plein. Ben non, faut aller au combat, faut aller sur le terrain, faut aller... Mais il y en a qui sont comme ça.

**A. s. Il y en a qui sont comme ça, mais il y en a aussi qui ne sont pas comme ça. Ce qu'ils disent doit sûrement vous servir dans l'analyse du terrain?**

L. L. Ben, je ne pourrais pas vous dire, je ne connais pas la théorie marxiste, je vais vous décevoir.

**A. s. Non, vous répondez simplement à notre question. Vous avez dit que le problème ce n'était pas que la concurrence capitaliste fonctionnait trop bien mais qu'au contraire, il n'y avait pas assez de concurrence, qu'il y avait trop de monopoles, que ça serait bien d'avoir plus de concurrence. Mais la concurrence entraîne une course à la**

**technologie, et ça, ça crée du chômage, non?**

L. L. Mais c'est quoi que tu proposes toi? Pas de concurrence? Un État très fort, un État providence. J'haïs cet ho... de terme-là: État PROVIDENCE! Comme si ça venait du ciel.

Comme Michel Chartrand dit : as-tu déjà vu, toi, un poulet barbecue tomber du ciel tout seul?! Ce serait ça l'État-providence?! Non, un État-providence, c'est ce qu'on met en commun, collectivement. À un certain niveau, ça prend un État.

**A. s. Mais ne peut-on pas dire que le chômage qu'on vit aujourd'hui est le résultat de la concurrence, et que quand on sera revenu au degré de concurrence que vous souhaitez, les entreprises vont recommencer à installer des machines plus productives pour éliminer les autres?**

L. L. Disons que moi le progrès technologique, j'y crois.

**A. s. Mais ça crée du chômage?**

L. L. Non! Non! quand t'as des progrès technologiques, c'est-à-dire que tu fais plus vite avec moins, ça veut dire que tu fais plus d'argent aussi. Ce qu'il faut faire, quand il y a des progrès technologiques, c'est diminuer la semaine de travail. Il faut partager le fruit de ces progrès. Il ne faut pas qu'il soit accaparé juste par un petit groupe.

**A. s. Et quand on remplace dix hommes par une machine?**

L. L. Bien oui mais, disons que de ce côté-là, ce qu'il faut faire c'est diminuer

l'horaire de travail. Mais là, je ne peux pas citer de cas.

**A. s. Vous dites qu'il faut créer un pouvoir d'opposition à l'État. Est-ce pour cette raison que vous avez décidé de vous lancer en politique?**

L. L. Qu'est-ce que c'est que tu dis là, toi?! « Que je me lance dans la politique »?! Où est-ce que tu as pris ça? C'est absolument faux!

**A. s. On entend dire que vous voulez vous lancer en politique.**

L. L. Absolument faux, absolument faux! Je suis allé prononcer une conférence pour 650 personnes qui ont un mouvement d'alternative, comme je suis déjà allé parler à des délégués péquistes de certains comtés, etc., mais moi je veux rester apolitique. Je veux garder mon indépendance d'esprit. Je veux garder ma liberté de pensée, de parole et d'action. C'est sûr que je peux partager des liens, partager des choses avec le parti communiste et le parti socialiste en France, je peux partager des points de vue avec eux. C'est sûr que ce parti d'alternative je vais essayer de l'aider dans une certaine mesure, mais modestement. Mais encore là, comme je te l'ai dit tout à l'heure, moi à la chaire d'études socio-économiques, c'est ça qui m'intéresse. Et moi-même, je n'ai pas de mérite à ce que je fais : j'aime ce que je fais! Il y a un journaliste l'autre fois qui me disait na na na, « vous êtes bon... ». Je suis bon, mon cul! Je fais ce que j'aime!!! On m'accuse de traiter de paresseux les étudiants d'université, mais je me traite moi-même de paresseux, je m'attaque moi-même, je le sais moi que je suis d'une prétention, moi-même j'suis lâche, moi-même j'suis ignorant, moi-même, etc., et on l'est

tous. Les Québécois, dans l'ensemble, on est un peuple de peureux, on est un... écoute, on est plus que peureux, on est ignorant, on est peureux et on est lâche. Tsé, il y a des millions de personnes qui travaillent dans l'anonymat, qui font du vrai bénévolat. Ils ont bien plus de mérite. Moi je suis payé, assez bien, pour faire ce que je fais.

Moi, pour les jeunes, écoute, peut-être que vous allez me trouver... Moi je dis que ceux que vous appelez les vieux, les Baby-boomers, ce sont eux qui ont construit, dans une certaine mesure, nos acquis sociaux, nos instruments collectifs. Ça c'est un moyen pour les gouvernements d'essayer de s'en sortir, et pour nous collectivement, comment dire, d'être moins tributaires du marché, c'est d'avoir nos propres instruments économiques collectifs.

Au nom de quel a priori nous, collectivement, on ne pourrait pas être dans ce qu'on veut, quand on veut? Moi quand j'entends les gens du privé dire « l'État n'a pas sa place dans le commerce d'alcool, dans le papier, etc. », au nom de quel a priori?! On peut être où on veut, quand on veut. Là c'est rendu que l'État n'a même plus sa place dans les services publics. On privatise même en santé et en éducation, supposément que l'État n'y a plus sa place. L'État va devenir juste, comment dire, un régulateur du marché, un surveillant. Les Baby-boomers on mit ça en place. Ce que l'on demande aux jeunes, d'après moi, c'est juste de maintenir ce qui a existé, maintenir ce qui a été bâti, si vous attendez trop, si vous attendez que mêmes les services de santé et d'éducation soient démantelés, vous ne pourrez plus revenir en arrière, comptez-vous pas des peurs.

À titre d'exemple, prenez Bill Clinton, quand il a été élu pour la première fois aux É.-U. Il a fait de cela son cheval de bataille durant sa campagne électorale. Il a même mandaté sa conjointe Hilary Clinton pour réformer, très partiellement, le système de santé aux É.-U., qui est majoritairement privé. Qu'est-ce qui est arrivé : après 6 mois, il a été obligé de reculer, et je vous le demande : est-ce que ce sont les 42 millions d'Américains qui n'ont aucune couverture d'assurance qui ont dit non, « nous on n'en veut pas, on aime mieux être dans la marde et mourir dans la rue »? Qui l'a fait reculer? Quel lobby? Est-ce que c'est le lobby des assistés sociaux, des non-assurés? Ben, c'est ceux qui font « de l'annonce », c'est les compagnies d'assurances.

C'est très facile de dire : « il faut se solidariser ». Comment puis-je t'appeler à te solidariser si toi-même tu es ignorant, si tu es anesthésié, résigné et culpabilisé? Les gens se sont fait encrasser le cerveau, ils sont intoxiqués. Alors la première chose qu'il faut faire, d'après moi, et c'est ça dont les gens minimisent l'importance, c'est de mettre l'accent sur les idées. Tout part des idées. Les révolutions, ça part des idées! Les grands organismes néolibéraux comme le C.D. Howe, le Mont Pèlerin en France, la Fondation Ford, la Fondation Rockefeller aux USA, c'est des idées, des idées, des idées...

**A. s. Mais ne faut-il pas, avant que la situation soit rendue à point, solidariser les gens? Est-ce que ça ne se produit pas justement quand la situation historique aboutit? Dire « prenez conscience prenez conscience », c'est facile, non?**

L. L. Non. Mais moi je vais pouvoir te solidariser si, par exemple, je développe chez-toi un esprit critique et que tu t'aperçois que tu es en train de te faire fourrer à tous les points de vue, que, premièrement, on est en train de rire de toi, qu'on s'en prend, comment dire, au plus petit commun dénominateur de ta dignité humaine. Si tu t'aperçois de ça, si je te décrotte l'esprit et que tu développes un esprit critique, là tu vas voir les véritables enjeux, et qu'on t'a menti. Après ça on va pouvoir parler *business*, après ça on va pouvoir dire « qu'est-ce qu'on fait? ». Pour le moment, je ne peux pas parler de solidarité avec tout un paquet de gens.

**A. s. Et vous pensez que ça va donner des résultats ça?**

L. L. Oui. Tout de suite là, oui. Mais il faut même décrotter l'esprit des grandes centrales syndicales qui sont embarquées de façon outrancière dans la concertation, le partenariat.

**A. s. Oui, mais ne sont-elles pas menées aussi par un mouvement?**

L. L. Oui, c'est ça, là t'as un point. Tu sais c'est facile d'être dans le courant, aïe c'est facile, premièrement intellectuellement : j'ai vu, par exemple, une analyse du GRÉPA, qui est un centre de recherche de l'Université Laval sur le marché agricole. Il va y avoir un gros sommet présidé par Bouchard sur l'agriculture au Québec prochainement. J'ai lu le rapport, un document de réflexion, c'est une chiotte, c'est une chiure intellectuelle, c'est le catéchisme néolibéral, c'est facile intellectuellement. Aïe c'est facile, tu t'en vas, et le lendemain t'es invité dans tous les médias, dans les chambres de commerce, les gouvernements. Aller à

l'encontre du mouvement c'est un défi, c'est beau. Mais il faut que tu aies la foi dans ce que tu fais, il faut que tu aimes ce que tu fais.

**A. s. Mais est-ce qu'il ne faut pas justement que les problèmes soient rendus au pire qu'ils peuvent l'être pour que ça casse?**

L. L. Mais, tu trouves pas que c'est assez pire comme ça, toi?! Des gens qui meurent! Savais-tu qu'il y a des gens qui meurent dans les hôpitaux?! Les assistés sociaux qu'on a coupés...!

**A. s. Comment ça se fait alors que les gens ne se réveillent pas? Est-ce que c'est par une campagne d'information que ça va changer?**

L. L. Non, pas par une campagne de promotion. Je l'ai dit : le marché est fort de notre ignorance. Il faut nous décrotter les esprits, et ça, ça va se faire à travers un organe d'information. Ça pourrait être *Le mouton noir*, par exemple, ou un autre journal, mais c'est bien évident qu'il faut qu'il soit accessible à tous et à toutes, qu'il soit tiré à l'échelle de la province et ça lui prend des moyens, il faut qu'il engage des gens, etc. Et il faut que ce journal soit financé et le financement devrait être fourni par les grandes centrales syndicales! Même s'il leur en coûtait quatre ou cinq millions par année, même au niveau économique elles en tireraient profit, parce que, pour le moment, elles se tirent elles-mêmes dans le pied.

**A. s. Vous dites qu'il faudrait créer un nouveau journal ou un nouveau parti politique de gauche pour ouvrir les yeux à la population, mais il existe déjà *L'aut'journal* et le *Parti de la dé-***

***mocratie Socialiste (P.D.S), pourquoi ne pas investir sur eux?***

L. L. *L'aut'journal* et le P.D.S., j'y crois pas, bon. Il y a trop de chapelles là-dedans et moi les chapelles me font peur.

**A. s. Pourquoi vous font-ils peur tant que ça?**

L.L. Ben, ils sont d'un dogmatisme économique.

**A. s. Comment ça?**

L. L. Ben par exemple, l'État partout, l'étatisation massive, il y en a qui se rapprochent de ce discours-là. Les gens d'affaires sont tous des ci, ou des ça..., la parfaite égalité économique pour tout le monde, etc...

**A. s. Mais le P.D.S., par exemple, ne doit-il pas jouer avec les mêmes armes que les autres partis politiques, c'est-à-dire mettre au premier plan des vedettes, comme Michel Chartrand, par exemple?**

L. L. Qu'est-ce qu'on entend par vedette? Des gens connus? Peut-être. Mais il faut faire attention aux arrivistes, parce que la prochaine fois qu'ils vont faire un autre rassemblement, ils s'attendent à au moins 1 500 personnes. C'est Paul Cliché et Pierre Dubuc qui ont mis ça sur pied. Ils ont travaillé comme des déchaînés, c'est formidable. Moi quand j'étais là devant ces 650 personnes, j'avais le goût de leur dire c'est vous autres les héros, vous venez icitte une fin de semaine, vous payez dix piasses de vos poches, quel beau geste. Moi je crois à ce mouvement là, je pense que c'est lancé, mais il faut faire attention car si la prochaine fois ils sont 1 500, là les arrivistes vont arriver. Moi

je dis il faut faire attention aux arrivistes et aux chapelles, aux chapelles marxistes et aux dogmatiques, qui ne sont jamais allés chercher plus qu'un demi de un pour cent à une élection. C'est sûr que j'ai des amis dans ce clan-là, mais il faut faire attention à ça. Moi l'État partout, l'État à 100 %, la justice pour tous, je pense que ça ne marchera jamais. Moi, ce sont les deux qui me font peur : les chapelles et les arrivistes. Il y en a qui ont déjà claqué la porte : les indépendantistes purs et durs. Eux ils s'en c.... Moi je crois à ça en autant que ça soit progressiste-souverainiste, pas juste souverainiste.

**A. s. Si je comprends bien, vous n'êtes pas un extrémiste. Ce que vous voulez, c'est une sorte d'équilibre?**

L. L. Ha ben, ça ça fait plaisir! Ha ben, t'es le premier qui me dit ça! J'veux un État fort par exemple, même à Cuba, les boulangers, les restaurants, les petits commerces ne sont pas étatisés. Eux-mêmes se sont aperçus que c'était impossible : comment veux-tu contrôler ça une boulangerie, un petit cultivateur, un petit restaurant, même les maisons sont privées. Moi l'État partout, j'y crois pas.

**A. s. Mais vous voulez quand même qu'il y en ait plus ici?**

L. L. Beaucoup plus.

**A. s. Vous êtes un pragmatiste?**

L. L. Oui, je suis un pragmatique. Je crois même à des inégalités économiques. J'accepte ça. Travailles-donc si tu veux te payer une BMW, fourres-toi la donc dans le cul ta BMW. Si t'aimes mieux flatter ton ego, je suis pas contre ça. Mais y'en a qui sont contre ça. Ac-

tuellement on exacerbe la concurrence. On est en concurrence avec tout le monde, en opposition, mais c'est quoi la concurrence?

**A. s. Ça a pour résultat de créer des monopoles?**

L. L. Même à Cuba les boulangers ne sont pas étatisés, il y a aussi de petits restaurants qui ne sont pas étatisés. Moi je suis en faveur du commerce, mais le commerce est avant tout une fonction sociale, on ne pourra jamais éliminer cette dimension-là. On a des besoins, etc. Mais il ne faut pas exacerber la concurrence jusqu'au point de nous mettre en compétition les uns les autres, avec les travailleurs thaïlandais ou les travailleurs mexicains. Moi je pars du commerce. Mais exacerber la concurrence, qui accepte ça, qui louange ça? C'est le patronat : il faut être efficace, productif, compétitif. Moi, par exemple, si j'ai des enfants, j'avais leur dire, à leur berceau, que c'est ça le but de l'aventure humaine? Sacrement! Il y a d'autres valeurs que celles-là, la solidarité par exemple. Mais le commerce, oui, je suis en faveur du commerce.

**A. s. Mais l'économie capitaliste fonctionne sur le principe de la concurrence?**

L. L. Haaa! Haaa! Haaa! Fais pas chier! Le commerce, oui au commerce, bon. Mais la concurrence, il faut qu'elle soit encadrée par l'État. Quand tu dépasses les bornes... Il faut que l'État encadre la concurrence en disant : la semaine de travail, c'est ça, le travail des femmes, c'est ça; l'équité salariale, c'est ça. Tous les employés doivent être syndiqués, oui à la permanence d'emploi, ça va être ça les impôts que tu vas avoir à payer, etc.

En autant qu'ils balisent la concurrence, après ça, ben...

**A. s. Mais le problème n'est-il pas, justement, qu'avec la mondialisation, les États nationaux ne peuvent plus baliser la concurrence?**

L. L. Pour moi, la mondialisation, ça a toujours existé, depuis quatre siècles. Mais il faut fermer nos frontières, oui il faut revenir à ça parce que bientôt on ne pourra plus se battre à armes égales. Tsé, moi je crois à la liberté : si une compagnie veut partir, qu'elle parte. Ses c.. de produits, quand ils vont revenir icitte... Après tout, c'est comme une relation de couple. Si ma blonde me met à la porte, j'avais aller ailleurs, mais elle va me dire : « pars, mais reviens pas quand tu veux ». C'est ça la dignité. Mais là on dit aux compagnies « partez », mais elles auraient le droit de ne pas payer leurs taxes. « Pars », mais nous autres on va continuer d'acheter tes produits que tu fabriques au Mexique. Voyons-donc! Même moi, je m'en irais au Mexique, je sorterais avec une fille, je baiserais à tour de bras, puis je reviendrais tirer un coup icitte : ma blonde m'accueillerait les bras ouverts et je dirais : aye, c'est la mondialisation. Ben voyons!?

**A. s. Ce qui arrive, c'est que les États n'ont plus de pouvoir sur ces mouvements. Seriez-vous alors en faveur, non pas d'un État mondial, mais de mesures étatiques mondiales?**

L. L. Oui, mais ça va venir. Là, par exemple, dans le marché commun européen, c'est le peuple qui décide de ce qui se fait. Il y a un immense marché commun européen, ben, les gouvernements ne sont jamais allés aussi loin que les Américains, parce que les compagnies

sont surveillées : il y a des instances démocratiques en Belgique, en Suède, etc. En Suisse, par référendum, ils ont dit non aux baisses à l'assurance-emploi. Mais est-ce qu'on a eu un référendum au Canada pour la création du libre-échange? Ben non. On a jamais eu de référendum. On as-tu eu un référendum pour charcuter nos acquis sociaux? On as-tu eu des référendums pour charcuter Hydro-Québec, la SAQ? Au contraire, Lucien Bouchard n'a même pas été élu quand il a pris la place de Parizeau. Ce que je voudrais savoir c'est pourquoi il faut de la concurrence? Pourquoi reconnaît-on la concurrence comme un principe nécessaire et fondamental dans une économie? Ben là, la question est bonne, mais je me dis... regarde ben : admettons qu'on est dans le même quartier, puis qu'on a tous les deux une boulangerie. Bon, ben c'est sûr, moi je ferais mes pains au chocolat, avec mes croissants d'une certaine façon, on entrerait en concurrence, même si on les vendait au même prix. C'est quoi la concurrence? Là, on peut jouer sur les mots longtemps. Mais il faut qu'elle soit balisée. Par exemple, si on me dit « toi dans ta boulangerie tu fais ce que tu veux », moi ça ne me dérange pas, si t'en as une boulangerie toi aussi et que tu fais plus d'argent que moi, et que toi, pour flatter ton ego, ça te prend une BMW, et une poupone et un condo, en autant que la base de mon peuple ait l'accessibilité aux services sociaux premiers. Le reste, si ça peut flatter ton ego d'avoir une BMW, fourre-toi là dans l'cul, paye-la ta BMW, il ne faut pas arriver non plus à un système où on dirait : « faut que je te balise ». Bon, ok, ça se peut que je veuille travailler moins fort, mais faut baliser le système. Premièrement tes employés vont avoir une permanence d'emploi, un salaire minimum, toutes sortes de condi-

tions, tu vas payer tant d'impôt. Après ça, si tu veux devenir riche, je m'en câlisse, j'm'en!...

**A. s. Si je comprends bien, vous seriez partisan de la thèse d'Adam Smith, c'est-à-dire laisser aller la concurrence, mais la contrôler?**

L. L. Ouais, exactement.

Richard FORTIN,  
Troisième cycle,  
Sociologie, Université Laval

Claudia MENDEZ,  
Deuxième cycle,  
Sociologie, Université Laval

Carl DESJARDINS,  
Deuxième cycle,  
Sociologie, Université Laval

Mircea VULTUR,  
Troisième cycle,  
Sociologie, Université Laval